

Situation économique et monétaire internationaleProblèmes de la Suisse

- I. Dans le courant de l'été, les pays de l'OCDE ont adopté un programme d'action concertée. Il vise à titre principal une croissance économique durable, un système d'échange non protectionniste et un renforcement de la coopération monétaire.

A la suite de l'adoption de ce programme, plusieurs pays - RFA et Japon - ont pris des mesures de relance dont les premiers signes positifs commencent à se manifester. C'est à ce titre qu'il a été permis de faire état d'un optimisme prudent aux assemblées annuelles du FMI et de la BIRD, en septembre dernier à Washington.

Pour l'essentiel, cet optimisme repose sur une croissance économique ^{plus} équilibrée de part et d'autre de l'Atlantique et sur la résorption qu'elle devrait entraîner d'une partie des déséquilibres des balances courantes.

Malheureusement, ces signes positifs ne se sont pas encore concrétisés sur le marché des changes qui reste toujours mal disposé envers le dollar.

Malgré certains progrès en matière d'inflation, les pays de l'OCDE savent qu'ils devront poursuivre leur lutte pour la juguler. L'inflation s'est révélée néanmoins beaucoup plus difficile à combattre qu'on ne l'avait pensé.

La situation des PVD s'est dégradée dans la mesure où les produits de base, dont les prix exprimés en dollars, sont restés déprimés par suite d'une faible demande mondiale. Comme les PVD sont de gros exportateurs de ces produits, il conviendra de continuer à rechercher des solutions pour les stabiliser, que ce soit par la conclusion d'accords de produit ou la création d'un fonds commun. Nous ne pensons toutefois pas que l'augmentation relative du déficit de la balance courante des PVD, en 1977 et 1978, ralentira leur croissance économique étant donné qu'il y a suffisamment de liquidités internationales qui cherchent à se placer et que plusieurs d'entre eux ont réussi, avec succès, à s'introduire sur les marchés des capitaux des pays industrialisés.

Il est par ailleurs heureux que nombre de pays en voie de développement aient réussi une percée industrielle qui se traduit par des exportations accrues sur nos marchés.

- 3 -

Ce phénomène nouveau est manifestement encourageant car il montre que la voie du développement industriel est accessible. En exprimant cette satisfaction, nous ne voudrions cependant pas donner l'impression que nous ne percevons pas les gros efforts qui restent à faire pour aplanir les grandes inégalités qui existent entre leur niveau de vie et le nôtre. A ce titre, la Suisse entend poursuivre ses efforts pour augmenter son aide publique au développement.

II. Situation de la Suisse

Le passage au flottement des monnaies, en 1973, nous a redonné de l'autonomie en matière monétaire. Nous l'avons utilisée pour réduire l'important excès de liquidités qui existait alors sur le marché suisse et agir sur le taux d'inflation que nous avons ramené de 12 % en 1973 aux environs de 1 % depuis 1976.

En contrepartie du ralentissement de l'inflation, le franc suisse s'est apprécié. Nous ne sommes pas opposés à sa hausse dans la mesure où elle reflète la différence entre notre taux d'inflation très bas et celui plus élevé de nos partenaires économiques.

Mais, depuis le début de cette année, l'appréciation de notre monnaie est devenue excessive (+ 128 % de janvier 1973 à fin septembre 1978 en monnaie pondérée par rapport à l'ensemble des exportations). Cette réévaluation affecte sérieusement la position concurrentielle de l'économie suisse. C'est pourquoi nous avons été amenés à modifier fondamentalement notre politique monétaire au début d'octobre. Les principales modifications sont :

- l'accent est désormais placé sur la défense du cours du change. La BNS interviendra énergiquement et massivement non seulement en dollars mais aussi en autres monnaies si les banques centrales y consentent;
- le franc suisse est stabilisé par rapport au DM. Une limite absolue est fixée à sa revalorisation (0,80);
- la volonté de faire baisser encore les taux d'intérêt domestiques;

- la volonté de favoriser davantage les exportations de capitaux.

Nous sommes confiants dans le succès de ces mesures. Elles ont rencontré une large approbation à l'étranger et elles démontrent aussi la volonté des autorités suisses de ne plus tolérer de nouvelles augmentations de nos prix d'exportation.

C'est dire que la coopération monétaire internationale revêt une importance toute particulière pour la Suisse et c'est dans cette optique que nous suivons avec attention les développements des pays du Marché commun en vue de créer une zone de stabilité monétaire en Europe. Vous l'aurez remarqué, nous avons entièrement résisté au protectionnisme. Notre marché reste donc ouvert aux importations de l'étranger. Il appartient à nos partenaires économiques de bénéficier de l'avantage compétitif que donne, à leurs exportations en direction de la Suisse, le cours élevé de notre monnaie.

III. Questions éventuelles

1. Nous souhaiterions beaucoup, du côté suisse, connaître votre appréciation de la situation économique et monétaire internationale.
2. Nous sommes aussi intéressés de connaître les développements des échanges entre pays du CAEM.
3. Les relations économiques entre nos deux pays se sont considérablement développées au cours des dix dernières années. Ce développement s'est accompagné de la mise en place d'un cadre institutionnel (accord sur les échanges économiques signé en 1973, première session de la Commission mixte en 1977) qui devrait encore les renforcer.
Partagez-vous ce point de vue ?

J. Zull